

**ELEMENTS D'ANALYSE DES ACTIVITES  
DU CIRAD EN NOUVELLE CALEDONIE  
ET QUELQUES PROPOSITIONS**

<b><u>SYNOPTIQUE</u></b>	<b><u>2</u></b>
<b><u>1. PREAMBULE</u></b>	<b><u>6</u></b>
<b><u>2. MANQUE DE COMMUNICATION :</u></b>	<b><u>6</u></b>
2.1. MANQUE OU RETARD DE PUBLICATION	6
2.2. IMPORTANCE DU DIALOGUE	7
2.3. CONCERTATION AVEC L'ENSEMBLE DES PROVINCES	8
2.4. DES DIFFERENCES D'APPRECIATION ENTRE CHERCHEURS ET DEVELOPPEURS	9
2.5. DES BILANS MITIGES	10
2.6. POINTS POSITIFS	10
<b><u>3. APPROCHE GLOBALE</u></b>	<b><u>10</u></b>
3.1. RESITUER LES RECHERCHES DANS LE CONTEXTE CALEDONIEN	10
3.2. COORDONNER LES RECHERCHES	11
3.3. PRISE EN COMPTE DES DEMANDES	12
<b><u>4. COMMENTAIRES SUR SYSTEMES AGRAIRES ET AGRO-ECOSYSTEME</u></b>	<b><u>12</u></b>
4.1. STRATEGIES DES PRODUCTEURS ET SITUATIONS AGRICOLES EN MILIEU MELANESIEN	12
4.2. APPROCHES SOCIO-ANTHROPOLOGIQUES DE L'AGROSYSTEME DES ILES LOYAUTE	13
<b><u>5. DEMANDE OU BESOIN DE "L'APPROCHE SAR" ET PROPOSITIONS</u></b>	<b><u>13</u></b>



## Synoptique

### Analyse générale

- ◆ En plus des critères scientifiques, c'est au crible du principe de rééquilibrage des accords de Matignon que devraient être menées évaluation et programmation de la recherche en Nouvelle-Calédonie.
- ◆ Les Provinces ont fourni un rapport sur les activités du CIRAD mais le temps leur a manqué pour l'établir comme elles auraient souhaité le faire. Il sera nécessaire de poursuivre le dialogue en laissant aux partenaires le temps de s'exprimer.
- ◆ Globalement beaucoup de recherches compilent une masse d'informations sans la formaliser, sans la finaliser et sans la diffuser.
- ◆ L'effet personne semble important pour la satisfaction ou non des partenaires sur les programmes de recherche : proximité physique des chercheurs et des développeurs, dialogues engagés, compatibilité entre compétence des chercheurs et profils exigés, capacité à restituer les informations de façon orale et écrite.
- ◆ Le CIRAD se doit de travailler dans l'intérêt conjoint des trois Provinces. Chose qui n'est pas évidente dans la mesure où une attention pour l'une ou un rééquilibrage pour l'une peuvent être ressentis comme un manque ou un désintérêt pour l'autre.
- ◆ Les chercheurs ont globalement un effort à faire pour éviter l'autosatisfaction et doivent se soumettre au crible des appréciations de leurs partenaires et des destinataires finaux de la recherche.
- ◆ Néanmoins certains constats semblent plus objectifs faisant la part des choses et étant partagés par les partenaires. Ceux-ci peuvent permettre de dégager des axes de progrès.
- ◆ Les Provinces n'oublient pas de mentionner des points positifs. Quelques exemples montrent à la fois la satisfaction des partenaires et un souci d'interrogation des chercheurs notamment quant à l'intégration socio-économique des techniques nouvelles.
- ◆ Le type de questionnaire concernant "la faisabilité socio-économique" devrait être plus fréquent voire systématique. L'impact socio-économique est d'autant plus important à considérer qu'il est le critère principal d'évaluation des partenaires.
- ◆ Il paraît indispensable de resituer les recherches, séparément et dans leur ensemble, dans le contexte Calédonien afin que celles-ci aient un sens et un fil directeur.
- ◆ Par ailleurs, le manque de coordination voire d'entente est mal perçu par les partenaires.
- ◆ Plusieurs types de demandes sont à prendre en compte : formation, travail avec les outils existant, intégration des savoir-faire des producteurs...
- ◆ De même il convient de ne pas négliger l'agriculture familiale qui risque d'être laissée pour compte dans la majorité des actions actuelles.

## **Demande ou besoin de "l'approche SAR" et propositions**

- ◆ Une forte demande existe pour **travailler hors station**. D'une manière générale, **les suivis d'exploitation devraient être "réunifiés"** ce qui permettrait les échanges d'informations entre chercheurs et développeurs et aussi entre chercheurs.
- ◆ Les suivis doivent être faits selon une **méthodologie rigoureuse** pour éviter des déboires connus dans le passé : suivis lourds produisant peu d'informations traitées et utilisables. Ceci devrait éviter de confondre l'outil et la méthode ; en l'occurrence l'utilisation d'un logiciel ne doit pas nuire à l'analyse.
- ◆ Une façon de "réunifier" les suivis d'exploitation et de permettre au SAR d'apporter ses compétences en la matière serait de la constitution proposée par le CIRAD EMVT "d'un observatoire du changement" à condition que l'échantillonnage soit revu, que le suivi soit allégé et bien pensé en fonction de l'analyse à mener.
- ◆ De manière générale apparaît la nécessité de **compléter les acquis techniques par des études socio-économiques**.
- ◆ Les besoins en **connaissances socio-économiques "plus fondamentales"** sont nombreux : réforme foncière et développement, flux monétaires et développement, projets économiques et formes d'organisation, méthodes de développement, appui aux programmes de recherche en cours (élevage, vivrier), formation d'un socio-économiste Kanak (DDRP-N). D'une façon plus précise, la DDRP-Nord souhaiterait une **analyse des pratiques du développement**.
- ◆ Les partenaires, autres que les Provinces, sont rarement pris en compte. Or une approche globale exige la considération des acteurs locaux : les communes, les groupements de producteurs (en particulier d'éleveurs) et les associations (en particulier de femmes), l'aval de la profession agricole, les conseils coutumiers...
- ◆ Le SAR a deux points d'ancrage majeurs. D'une part, il peut apporter sa méthodologie et ses capacités d'analyse aux autres programmes sur les aspects socio-économiques ou sur les techniques de suivi de réseau de fermes de références. D'autre part, il peut mener une analyse de fond par une approche globale pour mieux connaître le monde rural.
- ◆ L'analyse des pratiques du développement permettrait aussi de lever des blocages dus au fait que les deux institutions se placent en position d'attente l'une vis à vis de l'autre.
- ◆ Il est nécessaire d'interroger l'enjeu historique et politique par rapport au devenir du Territoire Calédonien. Cette lacune est comprise dans un manque général de prospective.
- ◆ Des cours de citoyenneté devraient être prodigués aux chercheurs sur les cadres essentiels du fonctionnement du Territoire. Ces cours expliqueraient, entre autres, les compétences des Communes, des Provinces et du Territoire en précisant le rôle des élus, le tout resitué dans le cadre des accords de Matignon. Un rapide cours d'histoire sur le peuplement Calédonien pourrait utilement compléter ce fond de base.

- ♦ L'équipe actuelle de socio-économistes ne peut subvenir à l'ensemble des besoins repérés. Outre une hiérarchisation des priorités, un renforcement en ressources humaines est nécessaire.

## 1. Préambule

Les trois rapports des provinces ont été lus parallèlement à celui du CIRAD. Seule la partie "Environnement et faune" du rapport CIRAD n'a pas été lue.

Les remarques faites sont illustrées par des citations issues des quatre rapports. Les exemples donnés ne sont pas exhaustifs des propos qu'ils illustrent.

Les propositions ici avancées se basent au maximum sur des propositions abordées dans les rapports disponibles. Nous avons cherché les germes d'idées fédératrices et ce à différents niveaux : actions, programmes, départements, thèmes, méthodologie, partenariats...

Un fil conducteur nous a guidé : les financements et le mandat du CIRAD Nouvelle-Calédonie découlent des accords de Matignon. Donc les actions de recherche doivent suivre le grand principe fondateur de ces derniers à savoir contribuer au rééquilibrage entre Provinces Nord et Iles d'une part et Province Sud d'autre part. En plus des critères scientifiques, c'est au crible de ce principe que devraient être menées évaluation et programmation de la recherche en Nouvelle-Calédonie.

Les trois provinces ont fourni un rapport. Mais le temps leur a manqué.

La DDR-Sud mentionne que, malgré un délai supplémentaire, accepté pour la remise de leur rapport, les services n'ont pu développer le document comme "ils auraient souhaité le faire". En conséquence les éléments fournis "restent sommaires, partiels et donc provisoires". La DDR-Sud regrette aussi de n'avoir pas eu le temps de faire de la prospective.

Sans y faire allusion, la DDF Iles semble aussi avoir manqué de temps dans la mesure où son rapport est essentiellement descriptif et ses commentaires sont peu développés.

La DDRP-Nord, ayant respecté le court délai fixé au départ, a aussi manqué de temps en réalisant son rapport en quelques jours.

Afin de combler la frustration due à la précipitation de cette première étape, il sera donc nécessaire, dans les phases ultérieures d'élaboration de programmation, de poursuivre le dialogue en laissant aux partenaires le temps de s'exprimer à leur convenance.

## 2. Manque de communication :

### 2.1. *Manque ou retard de publication*

Le manque ou le retard de publication et la restitution formelle de résultats constituent une pierre d'achoppement dans les échanges entre le CIRAD et les Provinces.

"(...) aucun rapport n'a été remis sur les actions et mesures effectuées sur la parcelle café de Pocquereux (...) La province finance à 100% le coût de cette station et met à disposition 3 agents." (DDRP-N)

"Les premiers résultats sont intervenus dans le courant de l'année 1994 (soit 2,5 ans après le démarrage de l'opération) (...)." (DDRP-Nord, p. 3) La DDRP-N parle de "paramètres peu intégrables par les éleveurs et contestables (...) résultats bruts" (DDRP-Nord p.3)

Pour les suivis d'élevage, la DDRP-N se plaint qu'une masse importante de données a été collectée sans pour autant être traitée et ne pourra pas l'être... Les problèmes informatiques ont nui à la capacité d'analyse.

Même si les recherches sont reconnues valables le manque d'informations dessert leur appréciation. "Globalement la production de connaissances par la SFRP [Station de recherche fruitière de Pocquereux] est intéressante notamment pour les agrumes. Cependant, l'accès à l'information en temps réel n'est pas toujours aisé du fait de la centralisation des données sur Pocquereux, malgré l'organisation de journées techniques (...)." (DDRP-Nord).

Globalement beaucoup de recherches compilent une masse d'informations sans la formaliser, sans la finaliser et sans la diffuser.

## **2.2. Importance du dialogue**

Parfois le dialogue est jugé fécond (ex pour élevage action 10 et DDR-Sud (DDR-Sud)). La proximité physique et conceptuelle des chercheurs et des développeurs est jugée fondamentale et permet de pallier certains manques de concrétisation ou retard de communication des travaux.

"(...) les propositions du chercheur restaient relativement floues et théoriques. Toutefois le dialogue créé par la proximité et le côté volontaire du chercheur est toujours demeuré ouvert." (DDRP-Nord).

Pour le programme vivrier, après avoir émis des réserves sur les références obtenues, la DDRP-Nord souligne que "La proximité entre le Développement et la Recherche (...) ainsi que la réalisation d'essais multilocaux ont toutefois permis l'établissement d'un dialogue permanent." (DDRP-Nord).

Les prises de décision concertées sont soulignées. L'accord sur le profil et la personne d'un chercheur est particulièrement mis en exergue : "cette démarche est à souligner car elle a été exceptionnelle dans le cadre du CIRAD-Mandat" (DDRP-Nord).

Au-delà des restitutions classiques de résultats (rapports et publications), les partenaires souhaitent des échanges concrets et finalisés pour l'action.

Au sujet de l'action 11 de l'élevage (Gestion et pérennité des pâturages), la DDR-Sud déclare "(...) il est indispensable de donner la priorité à des méthodes légères, qui permettent de restituer le plus rapidement possible les résultats de ce type de diagnostic à l'éleveur." La même direction regrette un "(...) manque de coordination certain avec la Province Sud" et affirme la nécessité d'une "préparation conjointe d'un programme très précis"(Action cerf extensif DDR-Sud).

L'effet personne semble important pour la satisfaction ou non des partenaires sur les programmes de recherche : proximité physique des chercheurs et des développeurs, dialogues engagés, compatibilité entre compétence des chercheurs et profils exigés, capacité à restituer les informations de façon orale et écrite.

### **2.3. Concertation avec l'ensemble des provinces**

Les recherches du CIRAD intéressent les trois Provinces de façons variées.

Il est des recherches engagées sur les sites du Sud reconnues par les autres provinces comme étant profitables à l'ensemble du territoire.

A l'inverse, l'action 3 de "Cultures vivrières" (fertilité des sols et intensification des systèmes de culture) intéresse seulement les Iles, selon l'appréciation de la DDR-Sud. Ainsi, cette dernière ne se sent pas ou peu concernée.

Le programme forêt est jugé globalement positif par la DDR-Sud. La DDF-Iles constate que "les actions en matière de foresterie n'ont eu aucun impact direct sur l'économie de la Province. L'effort financier de la Province a fortement participé à l'ensemble des actions d'ordre territorial."

Le bilan de la Province Nord est, quant à lui, plus mitigé. Notamment sont regrettés un manque de restitution des travaux et un manque d'essais dans le Nord en matière de reboisements miniers et d'agroforesterie. Inversement sont appréciés tous les travaux de proximité et de restitution.

Noter à l'inverse que le CIRAD a pu être gêné en particulier par le retard de mise en oeuvre des fonds (deux ans par la Province Nord) sur une action comme Inventaires forestiers (Forêt action 3) et par des endommagements d'essais par des bovins ou cyclones.

Certaines recherches engagées dans le sud peuvent aller à l'encontre de l'intérêt des autres provinces. Par exemple, l'intérêt de la station de Pocquereux est avant tout pour les producteurs qui savent capter les résultats de recherche : une petite dizaine de personnes pratiquant une agriculture intensive et spéculative à proximité du marché principal du territoire qu'est Nouméa. "Des professionnels [fruitiers] ont émergé et se sont installés, mais ceux-ci exclusivement en Province Sud." (DDRP-Nord)



Parfois une mauvaise concertation de départ peut être lourde de conséquences. Un dialogue engagé de façon unilatérale avec une Province peut en frustrer au moins une autre. C'est le cas dans le "Programme Café" où "La Province Nord n'a jamais été sollicitée pour déterminer si elle était intéressée pour être associée [au projet de mécanisation de la culture] alors que ce dernier pourrait conduire à des bouleversements profonds et à un renversement des zones de production sachant que la Province Nord produit 80% du café." (DDRP-N).

Le CIRAD ne doit pas s'engager dans des prises de positions politiques ce d'autant que le financement est un produit des accords de Matignon qui vise au rééquilibrage entre les deux provinces Nord et Iles et la province Sud. Le CIRAD se doit de travailler dans l'intérêt conjoint des trois Provinces. Chose qui n'est pas évidente dans la mesure où une attention pour l'une ou un rééquilibrage pour l'une peuvent être ressentis comme un manque ou un désintérêt pour l'autre. Ceci est manifeste dans l'appréciation générale de la Province Sud sur le programme vivrier jugé globalement insatisfaisant : "le problème majeur rencontré dans le déroulement de ces actions concerne la nouvelle répartition du personnel d'encadrement, liée à la délocalisation sur Pouembout, et au départ de l'un d'entre eux qui implique moins de contact avec les services de développement de la Province Sud et de présence sur le terrain." Et ce n'est pas pour autant que la délocalisation a été menée dans les temps et les formes du point de vue de la DDRP- Nord qui parle "difficultés à délocaliser le programme dans le Nord". Sur le vivrier, les Iles sont dans une position d'attente par rapport aux essais menés à Maré en rappelant que des questions se posent en termes de débouchés. Le CIRAD doit non seulement veiller à ce que ces actions aillent dans le sens du rééquilibrage mais aussi maintenir le dialogue avec le Sud pour lui resituer les modifications dans le cadre des accords de Matignon.

#### **2.4. Des différences d'appréciation entre chercheurs et développeurs**

Des exemples de différence d'appréciations entre les acteurs de la recherche et les bénéficiaires (ou leurs représentants) existent.

Concernant l'action 3 de l'élevage "Embouche bovine"

Le CIRAD exprime une satisfaction : "[Les résultats] ont l'énorme avantage de chiffrer précisément les performances animales obtenues selon de nombreux critères techniques. Par conséquent, nous pourrions établir un référentiel technico-économique utilisable dans les conditions néo-calédoniennes d'élevage en réponse au questionnement des services techniques provinciaux."

La DDRP-Sud liste ses griefs : "Abandon de l'idée d'essai hors station malgré identification des sites par DDR. Résultats non utilisables sur carcasses uniquement GMQ et disponible fourrager. Pas de réponse aux 3 résultats attendus : effet génétique, effet alimentation, traduction chez l'éleveur. Modifications successives du protocole..."

Concernant l'action 4 de l'élevage "...production d'agneaux bouchers à l'herbe..."

Le CIRAD déclare que "Globalement les objectifs assignés à cette action ont été atteints." Alors que la DDR-Sud écrit "Objectif non atteint même partiellement".

Cet échantillonnage de divergences montre que les chercheurs ont globalement un effort à faire pour éviter l'autosatisfaction et doivent se soumettre au crible des appréciations de leurs partenaires et des destinataires finaux de la recherche.

## **2.5. Des bilans mitigés**

Certains résultats d'actions sont appréciés de façon similaire par les chercheurs et les développeurs. Dans le cas de l'action 11 de l'élevage "Gestion et pérennité des pâturages", un bilan mitigé est fait à la fois par le CIRAD et la DDR-Sud. Des problèmes existent pour aboutir à la connaissance des solutions techniques pour la gestion des pâturages mais l'intérêt de telles recherches est réaffirmé. De tels constats partagés peuvent permettre de dégager des axes de progrès. Ainsi le CIRAD propose de recadrer son action dans une opération plus large : "Associé à un suivi d'exploitation, le diagnostic fourrager peut représenter une porte d'entrée idéale pour mieux comprendre les pratiques de gestion des éleveurs."

## **2.6. Points positifs**

Les Provinces n'oublient pas de mentionner des points positifs. Quelques exemples montrent à la fois la satisfaction des partenaires et un souci d'interrogation des chercheurs notamment quant à l'intégration socio-économique des techniques nouvelles.

Par exemple, pour l'élevage action 10 "Implantations prairiales", la DDR-Sud exprime sa satisfaction sur l'ensemble de l'opération "étude du matériel végétal et de la pré vulgarisation des techniques d'implantation" et de sa restitution. Le CIRAD n'en demeure pas moins lucide sur les possibilités d'application des résultats : "Ce programme a montré l'efficacité de certaines des plantes fourragères ayant de faibles exigences en fertilité adaptées aux zones d'élevage. L'adoption par les éleveurs ne nous paraît pas pouvoir être envisagée dans les prochaines années, car les outils envisagés coûtent plus chers à l'achat...[d'où une faible probabilité de rentabiliser l'investissement]." La DDR-Sud propose de poursuivre en particulier sur légumineuses. Le CIRAD propose, en outre, d'élargir la gamme des arbustes fourragers (début des tests en 1996).

Le type de questionnement concernant "la faisabilité socio-économique" devrait être plus fréquent voire systématique. Par exemple, même si l'action 13 de l'élevage "reports de production (ensilages)" est jugée positive par la DDR-Sud, il est nécessaire d'avoir des appréciations économiques sur cette technique gourmande en investissements ?

L'impact socio-économique est d'autant plus important à considérer qu'il est le critère principal d'évaluation des partenaires. Ainsi la Province Iles donne un satisfecit, au vu des retombées économiques : "L'impact économique des actions du programme de technologie rurale est certainement le plus important de l'ensemble des programmes du CIRAD sur la Province. Il a en effet permis de relancer la filière cocotier sur Ouvéa qui permet aujourd'hui à environ 350 producteurs de vendre leur coprah (...) Ce programme donne des résultats encourageants tant du point de vue économique que par ses effets sociaux sur Ouvéa." (DDF-Iles).

## **3. Approche globale**

### **3.1. Resituer les recherches dans le contexte Calédonien**

Il paraît indispensable de resituer les recherches, séparément et dans leur ensemble, dans le contexte Calédonien afin que celles-ci aient un sens et un fil directeur.

A cet égard, le cas du café est symptomatique

La courbe de production du café montre une chute de la production (2.000 tonnes en 1957 à 50 tonnes en 1996). "(...) l'impact de la station [de Ponérihouen] dans la filière café demeure très faible et le coût de fonctionnement d'une telle unité (près de 15 millions...) apparaît excessif face au montant que représente la production de café." (CIRAD- Opération Café - Appui au développement des provinces Bilan critique)."

"Paradoxalement, si la remise à neuf des locaux (...) pouvait témoigner de l'intérêt de la province Nord pour maintenir une activité café, la même période a été caractérisée, au niveau technique, par un désengagement en matière d'appui aux producteurs et par une absence de décision en vue de les soutenir, et susceptibles d'orienter les éventuelles opérations de la station de Ponérihouen." "(...) l'impact de la station dans la filière café demeure très faible et le coût de fonctionnement d'une telle unité (près de 15 millions...) apparaît excessif face au montant que représente la production de café." (CIRAD- Opération Café - Appui au développement des provinces Bilan critique).

Il s'agit donc de savoir ce que veut la Province Nord sans pour autant négliger la dynamique des producteurs afin de déterminer la place de l'outil que constitue la station de Ponérihouen. "Les différentes propositions faites aux services techniques sont (...) restées (...) sans réponse, dans l'attente des résultats d'une enquête sur les planteurs de café débutée en 1995. "(Id.) Cette enquête est un travail du CIRAD-SAR fait en collaboration avec la Province Nord. La province Nord mentionne que "Le document final est toutefois attendu depuis 95 et ce décalage est préjudiciable pour mettre en place une action éventuelle." Outre la situation de blocage, quant à toute construction prospective, ceci montre le manque de coordination (ou d'information) entre les différents programmes du CIRAD.

Cette étude permettra d'ordonner les questions et les recherches à entreprendre. Ainsi il est nécessaire d'avoir les éléments pour juger de l'opportunité de la reprise de la production du café, avant de s'adresser aux producteurs "susceptibles d'être convaincus" comme le suggère le CIRAD. (CIRAD- Opération Café - Appui au développement des provinces Perspectives et propositions). Et cela évitera de proposer prématurément ou inadéquatement une intensification des techniques culturales.

### **3.2. Coordonner les recherches**

Pour seul exemple, en plus du cas de l'étude mentionnée dans le paragraphe précédent, considérons le programme élevage qui représente un fort investissement de recherche. Ce qui paraît justifié au vu de son importance économique répartie également entre le Nord et le Sud. "La province Nord a souhaité engager une approche globale de l'élevage et de sa dynamique." suivant en cela les propositions CIRAD (Berges, 1990, Pichot-Mercoiret, 1990, Lhoste 1991).

Le lien entre les différents programmes concernant l'élevage n'apparaît pas. Alors qu'en confrontant les deux actions 11 et 12, il apparaît impérieux que l'action 12 ne se focalise pas sur le *Calliandra calothyrsus* peu apprécié par les bovins. Cette demande est d'ailleurs explicitement exprimée par la DDR-Sud.

A un niveau plus global, le manque de coordination voire d'entente est mal perçu par les partenaires. La DDRP-Nord déplore le "manque de synergie" entre le programme R/D sur les systèmes d'élevage "avec les autres programmes (SAR par exemple) présents sur le site Nord." (DDRP-N).

### **3.3. *Prise en compte des demandes***

Plusieurs types de demandes sont à prendre en compte.

1) "Un manque de dialogue avec les éleveurs qui se sentent peu intéressés et hésitent à discuter de leurs résultats économiques et une non-prise en compte des savoir-faire." est relevée (DDRP-Nord).

2) La Province enchaîne sur une demande de formation pour les éleveurs et les techniciens (DDRP-Nord p. 3).

3) Une demande de travailler avec les outils existants est explicitement formulée. Dans le cadre de l'action 3 "Embouche bovine" la DDR-Sud souhaite que le CIRAD travaille avec l'OCEF. Ce pourrait être aussi l'ERPA ou le marché de gros de Nouméa dans la mesure où l'on reste vigilant au fait que cela se fasse dans l'intérêt des trois provinces, dans le cadre des accords de Matignon.

D'ailleurs, certains chercheurs souhaitent aller dans ce sens. Dans le programme élevage action 9, le CIRAD expose l'idée de passer par une structure (coopérative..) susceptible de vulgariser des techniques nouvelles, "le CIRAD intervenant dans ce dispositif pour analyser l'impact des innovations à court et moyen terme". Ajoutons que ceci est valable à condition de prendre en compte les pratiques des producteurs.

## **4. Commentaires sur systèmes agraires et agro-écosystème**

Les commentaires de ce paragraphe sont établis à partir du document "Propositions pour un programme CIRAD-mandat- Agriculture familiale et développement local" du Centre de Recherche Nord daté du 15mai 1997.

### **4.1. *Stratégies des producteurs et situations agricoles en milieu mélanésien***

Le point 2 ("Identifier les effets sociaux (en milieu rural) induits par les changements institutionnels intervenus dans le cadre des politiques de décentralisation") est, en effet, important surtout dans la phase charnière que représente 98 qui à l'origine devait être la date du référendum d'autodétermination.

Un travail de prospective devrait être mené au vu de l'importance historique et politique des années à venir.

A partir des connaissances acquises en matière de liaisons entre l'activité agricole en tribu et l'activité salariée à l'extérieur de la tribu, il serait intéressant de comprendre comment ces sorties de la tribu modifient les relations économiques et sociales et comment les sorties de l'agriculture (ex travail dans les mines) modifient des pratiques culturelles et la gestion des exploitations. La connaissance de ce dernier point serait particulièrement utile aux agents de vulgarisation pour le développement de certaines techniques.

Comme ailleurs, dans le bilan CIRAD, la dernière proposition de M. Djama ne mentionne pas d'autres partenaires que la Province.

#### **4.2. Approches socio-anthropologiques de l'agrosystème des Iles Loyauté**

La recherche "s'est inscrite de façon dominante dans une logique d'amélioration des itinéraires techniques dans la perspective d'une intensification et d'une optimisation des systèmes de production." (CIRAD) Au-delà des performances accrues de l'agriculture calédonienne en général, cette orientation a délaissé "les exploitations familiales peu ou pas insérées dans les réseaux marchands". (CIRAD).

"Les logiques développementalistes et modernistes généralement mobilisées s'accommodent effectivement mal d'un petit paysannat traditionnellement peu inséré dans les circuits marchands. A travers une meilleure connaissance de ces agricultures, les programmes socio-économiques doivent contribuer à la mise en oeuvre d'actions de développement favorisant prioritairement une redynamisation du tissu rural." (CIRAD).

Ces remarques appellent à réviser les programmes de recherche en n'oubliant pas l'agriculture familiale qui risque d'être laissée pour compte dans la majorité des actions actuelles.

### **5. Demande ou besoin de "l'approche SAR" et propositions**

Une forte demande existe pour **travailler hors station**. Par exemple, la DDR-Sud estime que c'est nécessaire, dans le cadre de l'action 3 "Embouche bovine", pour répondre à des questions précises : références sur l'influence de l'alimentation du sexe et de la génétique pour la production de carcasses lourdes.

D'une manière générale, **les suivis d'exploitation devraient être "réunifiés"** ce qui permettrait les échanges d'informations entre chercheurs et développeurs et aussi entre chercheurs.

Certaines propositions du CIRAD vont dans ce sens. Constatant que la filière est réduite et peu prioritaire, le CIRAD propose d'insérer l'étude des élevages de petits ruminants dans "une approche à plus grande échelle et plus globale des systèmes socio-économiques concernés..." (Elevage action 8). Le besoin de suivis d'exploitation en recherchant "des indicateurs pertinents des modes de gestion" en reliant au fonctionnement des exploitations est aussi énoncé (Elevage action 11 Gestion et pérennité des pâturages).

D'autres articulations sont proposées en se référant à un suivi plus global. "Associé à un suivi d'exploitation, le diagnostic fourrager peut représenter une porte d'entrée idéale pour mieux comprendre les pratiques de gestion des éleveurs. Il donne un aperçu (...) du fonctionnement du système fourrager dans l'exploitation en permettant une confrontation des points de vue des éleveurs, des techniciens et des chercheurs."

Les suivis doivent être faits selon une **méthodologie rigoureuse** pour éviter des déboires connus dans le passé : suivis lourds produisant peu d'informations traitées et utilisables. Ceci devrait éviter de confondre l'outil et la méthode ; en l'occurrence l'utilisation d'un logiciel ne doit pas nuire à l'analyse (Voir l'appréciation des Provinces sur le réseau de fermes de références pour les systèmes d'élevage).

Il est étonnant de voir que l'on se pose, *a posteriori*, la question de la représentativité d'un suivi lourd mené sur de nombreuses années (dans CIRAD Elevage action 7). Il eut été plus rigoureux de se poser cette question (choix de l'échantillon) avant le début des suivis.

Le CIRAD (Elevage action 9) évoque l'impossibilité de collecter des données à caractère économique. Si c'est pour un problème méthodologique, le SAR peut apporter sa contribution.

Une façon de "réunifier" les suivis d'exploitation et de permettre au SAR d'apporter ses compétences en la matière serait de partir de l'idée évoquée dans CIRAD Elevage action 7 : "maintenir un état de veille" pour suivre les "trajectoires d'évolution des systèmes de productions animales". Ce projet se veut "pluridisciplinaire (interdépartement EMVT-CA-SAR) avec la prise en compte de la dynamique des individus et des différents systèmes de production et avec l'élaboration des scénarii d'évolution sur le moyen et le long terme."

La constitution proposée "d'un **observatoire du changement**" en élargissant aux productions vivrières et à la pêche, paraît être une bonne piste à condition que l'échantillonnage soit revu, que le suivi soit allégé et bien pensé en fonction de l'analyse à mener.

De manière générale apparaît la nécessité de **compléter les acquis techniques par des études socio-économiques**.

"La Province Nord qui comptait (...) 50% de la surface fruitière du Territoire dont 96% en tribu (production diffuse et constituée d'arbres isolés ne dispose pas d'un milieu propice pour la conduite de vergers avec les techniques intensives. Ainsi les acquis de la recherche ont très peu été valorisés par la Province Nord. A l'inverse, les producteurs du Sud ont su mettre en oeuvre les techniques proposés et se sont ainsi positionnés sur le marché local qui sont pour la plupart aujourd'hui en voie de saturation." (DDRP-Nord)

Pour les Iles, les retombées en matière de fruits, sont plus immédiates. "(...) les agriculteurs des Iles bénéficient largement des résultats de Pocquereux, principalement par l'intermédiaire d'ARBOFRUIT, en contact permanent avec la structure de recherche." (DDF-Iles). Un impact économique est perçu par la Province notamment sur avocat, fraises et papayes.

La DDR-Sud souhaiterait voir se développer ce type d'actions. Elle en fait état en soulignant l'intérêt de l'action 5 de cultures vivrières : suivi d'un réseau d'exploitations où sont testées et diffusées les innovations techniques.

Le secteur des systèmes de cultures mélanésiennes est jugé prioritaire par les élus du Nord. Les orientations définies dans le rapport Pichot- Mercoiret de 1990 restent valables

en particulier dans le diagnostic des systèmes de productions mélanésien. La DDRP-Nord a tenté de reprendre l'action mais "n'a pas su la mener à bien".

Les références technico-économiques ont besoin d'être formalisées notamment en les enrichissant d'évaluations socio-économiques. (DDRP-Nord).

Le programme technologie rurale est jugé satisfaisant par la province Iles (seule concernée) qui pointe le fait que ces actions peuvent intéresser d'autres îles du Pacifique. Le CIRAD a ici le souci de la faisabilité des actions : fonctionnement du groupe électrogène à l'huile de coprah assuré par des locaux, questionnement sur les possibilités de transformation de produits...

Les besoins en **connaissances socio-économiques "plus fondamentales"** sont nombreux : réforme foncière et développement, flux monétaires et développement, projets économiques et formes d'organisation, méthodes de développement, appui aux programmes de recherche en cours (élevage, vivrier), formation d'un socio-économiste Kanak (DDRP-N). D'une façon plus précise, la DDRP-Nord souhaiterait une **analyse des pratiques du développement**.

Les partenaires, autres que les Provinces, sont rarement pris en compte. Or une approche globale exige la considération des acteurs locaux : les communes, les groupements de producteurs (en particulier d'éleveurs) et les associations (en particulier de femmes), l'aval de la profession agricole, les conseils coutumiers...

**En conclusion, le SAR a deux points d'ancrage majeurs.** D'une part, il peut apporter sa **méthodologie** et ses **capacités d'analyse aux autres programmes** sur les aspects socio-économiques ou sur les techniques de suivi de réseau de fermes de références. D'autre part, il peut mener une **analyse de fond** par une approche globale pour mieux connaître le monde rural.

Le SAR ne pourrait-il pas, sans se poser en donneur de leçons, jouer un rôle de facilitateur d'échanges entre la recherche et le développement en vertu des atouts (concertation sur choix du chercheur et concertation avec ce chercheur sur le travail) et des enseignements des défaillances (communication des résultats lente) de sa propre expérience avec la Province Nord ? Ce travail n'est-il pas une partie de ce que demande la Province, quand elle souhaite une **analyse des pratiques du développement** ?

L'analyse des pratiques du développement permettrait aussi de lever des blocages dus au fait que les deux institutions se placent en position d'attente l'une vis à vis de l'autre. Le CIRAD attend de connaître la politique de développement rural de la Province<sup>1</sup> et la Province attend de la part du CIRAD une analyse (expertise ?) lui permettant de construire sa politique.

---

<sup>1</sup> "Difficultés pour conduire avec nos partenaires des réflexions communes sur la politique générale du Développement Rural en Province Nord". (CIRAD Elevage action 7)

En prolongation de ce dernier point, reste un besoin d'interroger l'enjeu historique et politique par rapport au devenir du Territoire Calédonien dans l'optique d'autodétermination qui se pose toujours même si l'échéance du référendum est repoussée. Cette lacune est comprise dans **un manque général de prospective**.

Parallèlement à cette remarque sur le devenir du territoire, les chercheurs ne peuvent rester dans l'ignorance de cet enjeu qui se joue actuellement. Il est nécessaire que tout chercheur, fût-il spécialiste et fondamentaliste, connaisse le milieu dans lequel il vit et pour lequel il est censé travailler. **Des cours de citoyenneté** (pour ne pas dire "d'instruction civique" qui sonne un peu suranné) devraient être prodigués, aux nouveaux arrivants et aux chercheurs en place non informés, sur les cadres essentiels du fonctionnement du territoire. Ces cours expliqueraient, entre autres, les compétences des Communes, des Provinces et du Territoire en précisant le rôle des élus. Le tout serait resitué dans le cadre des accords de Matignon. Un rapide cours d'histoire sur le peuplement Calédonien pourrait utilement compléter ce fond de base.

L'équipe actuelle de socio-économistes ne peut subvenir à l'ensemble des besoins repérés. Outre une hiérarchisation des priorités, un renforcement en ressources humaines est nécessaire.

## I.